

ÉNERGIE ■ Le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, a rencontré le PDG de la verrerie chapelloise, hier

15 millions d'euros pour sauver Duralex

Le prêt consenti par l'État devrait permettre à la verrerie de se projeter jusqu'en 2024. Cela ne remet pas en question la mise en sommeil du four jusqu'au 1^{er} avril.

Carole Tribout

carole.tribout@centrefrance.com

Roland Lescure, ministre de l'Industrie, a passé une bonne partie de son après-midi, hier, dans le Pithiverais. Avant de se rendre chez Maury Imprimeur (*lire en encadré*), il a d'abord rencontré le PDG de Duralex, José Luis Llacuna, à la sous-préfecture de Pithiviers.

Il lui a confirmé ce qu'il avait annoncé le matin sur Europe 1 : un prêt de 15 millions d'euros que l'État verse à la verrerie de La Chapelle-Saint-Mesmin, en proie à de fortes difficultés devant l'envolée des prix de l'énergie.

Un chiffre d'affaires en hausse

« Ce n'est pas une surprise », réagit José Luis Llacuna. « Il y avait un moment que nous étions en discussion avec l'État pour nous aider financièrement. »



VERRERIE. « Pour passer l'hiver ». PASCAL PROUST.

Roland Lescure avait, en effet, visité Duralex, le 16 septembre, en espérant que « nos enfants et petits-enfants continuent de retourner leur verre pour connaître leur âge ».

Cela ne remettra cependant pas en question la mise en sommeil du four, depuis le 1^{er} novembre et jusqu'au 1^{er} avril.

Mais cela devrait permettre à l'entreprise de mener à bien son « plan d'affaires et de tenir en 2023 et 2024 », avec l'aide addi-

tionnelle des banques.

D'autant que l'entreprise est, hormis les « prix aberrants » de l'électricité et du gaz, sur une bonne pente, « avec des ventes correctes. Nous avons fait 23 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021 et nous allons faire 30 millions en 2022. » Le ministre a même parlé de 40 millions en 2023. « Il est plus optimiste que moi », sourit José Luis Llacuna.

« Nous avons beaucoup de commandes. Nos clients ne veulent pas de rupture de stock et anticipent les augmentations que l'on exécutera à partir de janvier. »

Seule crainte, aujourd'hui, alors que seuls 70 salariés, sur 250, font fonctionner l'usine au ralenti : « Il y a le risque, avec ce chômage partiel prolongé, que certains ne reviennent pas. »

Hormis le prêt (dont la durée et le taux n'ont pas été communiqués) de 15 millions, Duralex a également touché 800.000 euros d'aide à l'énergie, cette année et espère toucher 1 million d'euros l'an prochain. ■

■ Dans Le Malesherbois, Maury Imprimeur souffre aussi

Le ministre de l'Industrie a également annoncé que Maury Imprimeur, au Malesherbois, allait toucher 12 millions d'euros d'aide. Une aide dans le cadre du plan de résilience, auquel a droit, comme l'a précisé le PDG Jean-Paul Maury, toute entreprise affectée par la hausse de sa facture de gaz et d'électricité, pour au moins 3 % de son chiffre d'affaires. « Nous aurons droit à 6 millions d'euros en 2022 et 6 millions en 2023, en fonction de l'évolution des prix », a précisé le PDG, avant de faire visiter son usine au ministre.

Ce géant de l'imprimerie (850 salariés, dont 600 dans les deux usines du Loiret, six sites,

120 millions d'euros de chiffre d'affaires) est inquiet pour l'an prochain. La facture de l'usine de Manchecourt est, en effet, passée de 5 à 20 millions d'euros. En électricité et en gaz (pour, notamment sécher l'encre imprimée). Les prévisions sont identiques pour 2023. L'aide de l'État, bienvenue, ne suffira pas à couvrir les charges de l'entreprise qui imprime nombre de magazines, catalogues et livres. « Nous sommes en négociation avec Engie ». À cela il faut ajouter des fournitures (encres, plaques) qui ont augmenté de 40 % et du papier en hausse de 70 %. « La situation est très compliquée. Heureusement que nous avons des fonds propres. »



ÉNERGIE. Roland Lescure (au centre) a visité l'imprimerie, guidé par Jean-Paul Maury (à droite).